

**Avis adopté**

Séance plénière du 23 octobre 2024

*Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 (RAEF)*

**CFE-CGC**

Comme chaque année, le Rapport Annuel sur l'Etat de la France permet au CESE, représentation de la société civile d'exprimer son avis sur la situation générale du pays, en insistant sur quelques sujets de préoccupations particulières.

La CFE-CGC partage les analyses sur la crise démocratique et aspire à un plus grand rassemblement des français et des françaises pour retrouver le chemin d'une plus grande confiance collective. La hausse de la participation aux scrutins européens et nationaux de mi 2024 ont démontré que les citoyens pouvaient se mobiliser. Ils ont aussi traduit les divisions politiques du pays. Les inégalités réelles ou ressenties conduisent une part significative des français à s'interroger sur notre système démocratique. Les difficultés de pouvoir d'achat, à trouver un logement ou un médecin mettent en question la capacité des responsables politiques à les écouter et à résoudre leurs problèmes.

Pour la CFE-CGC, une des solutions est le renforcement du dialogue social, au niveau du pays et dans les entreprises. Nationalement, ce dialogue s'est très fortement dégradé, trop de décisions concernant les salariés ayant été prises sans tenir compte des partenaires sociaux. La récente réforme des retraites en est l'illustration presque caricaturale, celle-ci ayant été adoptée dans un processus législatif contestable, sans tenir compte de l'opposition majoritaire des salariés et des citoyens. Dans les entreprises, les ordonnances de 2017 ont considérablement réduit les moyens des représentants du personnel qui ont de plus en plus de mal à traiter efficacement les sujets. La suppression des CHSCT est une erreur majeure. Les élus au CSE ont beaucoup moins de temps à consacrer aux actions de prévention, pourtant indispensables pour réduire les accidents du travail ou les maladies professionnelles. L'explosion des arrêts de travail à dominante psychologique illustre la nécessité de « capteurs sociaux » au plus près des salariés pour anticiper les problèmes et corriger les conditions de travail propices à ces maux. Sans moyen suffisant, soumis à des attentes croissantes des salariés, insuffisamment reconnus par les entreprises, ces élus, ces représentants sont parfois découragés. Les entreprises sont pour l'instant plutôt préservées des tensions qui fracturent notre pays. Mais cette situation ne durera pas.

Sans dialogue social, sans élus et représentants du personnel engagés au service des salariés, la CFE-CGC craint que les entreprises subissent demain en interne les crispations, les divisions qui parcourent notre nation.

La CFE-CGC alerte depuis très longtemps sur la situation industrielle du pays. Privilégier le consommateur au producteur, les services aux usines ont conduit la France à une part très faible de l'industrie dans son PIB. La crise COVID puis la guerre en Ukraine ont accéléré la prise en conscience collective, après les premiers diagnostics du rapport Gallois de 2012.

La CFE-CGC appelle à la mobilisation pour reconquérir une industrie durable et souveraine. La production de produits essentiels en France ou en Europe est vitale à l'indépendance de notre continent. Dans un monde qui se referme, où les tensions géopolitiques sont de plus en plus vives, parfois guerrières, il est impératif de fabriquer localement les biens indispensables. Cette ambition exige des efforts de recherche et développement pour imaginer des processus et des produits écologiquement neutres. Cette ambition exige une énergie décarbonée et compétitive, composée d'énergie nucléaire et renouvelables. Cette ambition exige des salariés formés et voulant travailler dans les usines et les bureaux d'étude. Cette ambition exige que les citoyens acceptent des travaux d'infrastructures, des implantations d'usines et de mines. L'endettement du pays peut être un frein aux efforts nécessaires pour répondre aux enjeux environnementaux. Il s'agit là d'investissements pour demain qui peuvent justifier le recours à l'emprunt.

La CFE-CGC rappelle que les partenaires sociaux gèrent avec efficacité les institutions qui leur sont confiées comme la retraite ou la protection sociale complémentaire. Les principales dérives des comptes publics sont le résultat de choix politiques des gouvernements d'hier, parfois trop dictés par des considérations de court terme au détriment des intérêts du long terme. Pour réduire le déficit, certains remettent en cause le modèle social français considérant que certaines dispositions seraient trop protectrices. La CFE-CGC conteste cette analyse trop simpliste car ce système est un outil puissant de réduction des inégalités. Si l'efficacité des dépenses sociales est interrogée, la CFE-CGC souhaite que toutes les aides, en particulier celles apportées aux entreprises sans conditionnalité, soient aussi questionnées.

La CFE-CGC lutte avec conviction contre toutes les discriminations en entreprises. A cet effet, la CFE-CGC appelle à une transcription rapide dans le droit français de la directive européenne sur la transparence des rémunérations, visant à renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes. La situation du monde, la crise climatique, la crise démographique, la révolution numérique exigent des choix collectifs forts. Pour être acceptés par la majorité, il est indispensable que les externalités négatives que subiront certains soient anticipées et au mieux compensées en menant des études d'impacts sérieuses et débattues.

Une meilleure association des citoyens, des corps intermédiaires, des partenaires sociaux en particulier, aux grands choix du pays est de nature à améliorer la confiance des français dans la décision politique.

**Le groupe de la CFE-CGC a voté l'avis** et comme le dit Georges Bernanos « L'espérance est un risque à courir ».